

Unité départementale du Littoral  
Rue du Pont de Pierre CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 05/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **GARAGE FEU VERT COQUELLES**

BOULEVARD DE L'EUROPE  
62231 Coquelles

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G4\GARAGE FEU  
VERT\_Coquelles\_0100301933\2\_Inspections\25 10 23 VI FF Climatisation  
Code AIOT : 0100301933

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2025 dans l'établissement GARAGE FEU VERT COQUELLES implanté BOULEVARD DE L'EUROPE 62231 Coquelles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme de visites de la DREAL Hauts de France au titre de l'année 2025.

Il s'agit d'une action ciblée sur une quinzaine de garages du Nord et du Pas de Calais qui consiste à vérifier la bonne application de la réglementation applicable aux garagistes qui manipulent des fluides frigorigènes, utilisés spécifiquement pour la climatisation des véhicules.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GARAGE FEU VERT COQUELLES
- BOULEVARD DE L'EUROPE 62231 Coquelles
- Code AIOT : 0100301933
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le garage FEU VERT de Coquelles est un atelier qui procède à des opérations d'entretien et de réparation automobile de toutes marques.

#### **Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Fluides frigo/SAO/GESF

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle       | Référence réglementaire                                 | Autre information |
|----|-------------------------|---------------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Attestation de capacité | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R543-99  | Sans objet        |
| 2  | Attestation d'aptitude  | Code de l'environnement du 31/12/2015, article R543-106 | Sans objet        |
| 3  | Détection de fuites     | Code de l'environnement du 16/10/2007, article R543-90  | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'opérateur possède une attestation de capacité en cours de validité.

Le personnel présent le jour de la visite est titulaire d'une attestation d'aptitude.

Il déclare procéder à la recherche de fuite conformément aux dispositions applicables.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Attestation de capacité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 16/10/2007, article R543-99                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Attestation de capacité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérateurs mentionnés à l'article R. 543-76 doivent obtenir une attestation de capacité délivrée par un organisme agréé à cette fin dans les conditions prévues aux articles R. 543-108 à R. 543-112. Dans le cas où un opérateur possède plusieurs établissements, une attestation de capacité doit être obtenue pour chaque établissement.</p> <p>L'attestation de capacité est délivrée pour une durée maximale de cinq ans après vérification par l'organisme agréé que l'opérateur remplit les conditions de capacité professionnelle prévue à l'article R. 543-106 et possède les outillages appropriés. Elle précise les types d'équipements sur lesquels l'opérateur peut intervenir ainsi que les types d'activités qu'il peut exercer.</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'Inspection procède préalablement à la confirmation des données administratives de l'établissement et notamment son numéro de SIRET.<br/>Le SIRET de l'établissement FEU VERT COQUELLES est 327 359 980 02250.</p> <p>Un représentant de l'entité présente l'attestation de capacité N° 1568979 établie le 5 février 2025 par l'organisme agréé BUREAU VERITAS CERTIFICATION. Les données sont conformes aux informations reprises sur la plateforme SYDEREP.</p> <p>L'Inspection note que BV CERTIFICATION possède un agrément valide jusqu'au 31/07/28 lui permettant de délivrer des attestations de capacités (Arrêté ministériel du 15 juin 2023 renouvelant l'agrément d'un organisme prévu par l'article R. 543-108 du code de l'environnement).</p> <p>L'attestation précise une période de validité du 5 février 2025 au 4 février 2030.<br/>Elle mentionne que l'établissement FEU VERT COQUELLES dispose des capacités nécessaires pour effectuer les activités reprises en catégorie V, catégorie correspondant aux opérations de contrôle d'étanchéité, de maintenance et d'entretien, de mise en service et de récupération des fluides sur des systèmes de climatisation de véhicules, engins et matériels mentionnés à l'article R. 311-1 du code de la route.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p> |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

**N° 2 : Attestation d'aptitude**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/12/2015, article R543-106                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Attestation d'aptitude                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'opérateur satisfait aux conditions de capacité professionnelle lorsque les personnes qui procèdent sous sa responsabilité aux opérations décrites à l'article R. 543-76 sont titulaires :<br/>1° Soit d'une attestation d'aptitude, correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés, délivrée par un organisme certifié ;<br/>2° Soit d'un certificat équivalant à l'attestation d'aptitude mentionnée au 1°, délivrée dans un Etat membre de l'Union européenne et correspondant aux types d'activités exercées et aux types d'équipements utilisés ;</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le représentant de l'entreprise déclare que 3 personnes sont autorisées à intervenir sur les prestations relatives à la climatisation et qu'elles ont bénéficié préalablement de la formation ad hoc.<br/>Il présente l'attestation d'aptitude de Monsieur Y. qui est présent le jour de la visite et qui procède à une intervention sur climatisation de véhicule au moment du contrôle.<br/>Son attestation, référencée FV-2530791, a été établie le 5 mars 2025 par l'organisme certifié FEU</p>                                                                                                         |

VERT à ECULLY.

Elle mentionne l'aptitude de Monsieur Y. aux opérations reprises sous la catégorie V sus-mentionnée.

L'Inspection attire l'attention de l'opérateur sur les évolutions engendrées par le règlement (UE) 2024/573 et notamment sur la période de validité des attestations d'aptitude :

- Les nouvelles attestations d'aptitude (post mars 2024) auront une validité de 7 ans. Une remise à niveau périodique sera nécessaire pour obtenir son renouvellement.
- Les attestations d'aptitude des techniciens délivrées antérieurement au règlement (UE) 2024/573 restent valables mais une remise à niveau des compétences devra être réalisée au plus tard le 12 mars 2029, puis tous les 7 ans.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Détection de fuites

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 16/10/2007, article R543-90

**Thème(s) :** Produits chimiques, Détection de fuites

#### **Prescription contrôlée :**

Afin de détecter les fuites des climatisations automobiles dont la charge en fluide est inférieure à deux kilogrammes et lorsque la configuration de l'équipement rend difficile cette détection, une unique opération de recharge en fluide frigorigène contenant un traceur fluorescent est tolérée. Dans ce cas, la recharge doit être limitée à la moitié de la charge nominale de l'équipement et la totalité du fluide doit être récupérée dès la détection de la fuite.

#### **Constats :**

Mr Y. déclare qu'il procède tout d'abord à un test de froid dans l'habitacle.  
Il détermine le type de fluide concerné et la machine adéquate.

Si la pression est nulle ou basse, il fait une recherche de fuite via un test à l'azote hydrogéné (détecteur d'azote), ce qui lui permet de détecter une grosse fuite.

A défaut d'identifier l'origine de la fuite par cette méthode, il lance une demi-charge avec traceur à l'aide de la machine. Cela lui permet d'identifier plus finement l'origine de la fuite. Il récupère le fluide puis procède aux réparations nécessaires avec l'aval de client. Après réparations, il met une demi-charge et fait revenir le client quelques jours après la prestation pour vérifier l'efficacité de la réparation et complète la charge.

Si la pression est à moitié de sa capacité et sur la base d'un historique cohérent des recharges, il procède directement à la recharge complète.

**Type de suites proposées :** Sans suite